

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

REDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-03

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

LA SOLIDARITE NATIONALE

Pour les Agriculteurs des régions envahies

Dans une brochure récente, M. Guillon, le distingué inspecteur général chargé par le ministre de l'Agriculture de l'étude de questions relatives à la reconstitution agricole des régions envahies, a exposé l'aide que des sociétés anglaises ont apportée à nos populations des pays meurtris.

Après avoir démontré que la plupart des villages de nos régions de l'Est ont été détruits sans aucun but militaire, par nos ennemis, l'auteur parle de la situation lamentable dans laquelle se trouvent la plupart des villages sinistrés. C'est dans la Marne, la Meuse et la Meurthe-et-Moselle que les ravages sont particulièrement considérables. Quand les maisons étaient bâties en maçonnerie, les murs sont généralement restés debout ; mais lorsque les constructions étaient faites, comme c'est le cas pour la plupart des villages de la Meuse, avec une espèce de torchis composé de pièces de bois reliées entre elles par un mélange de terre et de mortier, l'incendie avait vite fait de tout abattre, sauf les cheminées qui, généralement en briques, indiquent la place de l'ancien foyer.

Les malheureux paysans, qui sont revenus dans leurs villages abandonnés, n'avaient plus rien : maisons, meubles, linage, bétail, instruments aratoires, semences, tout avait disparu. Il faut donc tout reconstruire.

D'abord, ils durent s'abriter dans des caves répugnantes. Maintenant, de loin en loin, s'élèvent, sur les débris, de petites maisons, le plus généralement en planches.

L'autorité militaire intervient en aidant à la reconstitution des immeubles ou en prêtant des chevaux aux agriculteurs. Comme le fait remarquer M. Guillon, il est très intéressant de constater que tous les militaires travaillant dans les champs de ces régions désolées semblent mettre dans l'accomplissement de leur tâche le même élan patriotique que leurs camarades du front à repousser l'invasisseur.

Les Chambres ont voté et voteront de très importants crédits. Il en est de même des Conseils Généraux des départements. Mais il y a tant de ruines que, malgré toutes les bonnes volontés, on n'arrive jamais à les réparer toutes. Il reste donc aux sociétés de secours privées, éclores de toutes parts depuis le début des hostilités, un rôle important à remplir. Ceux qui n'ont pas souffert de la guerre ont le devoir d'aider ceux qui sont ruinés par elle.

Les Anglais ont commencé, depuis quelque temps déjà, à nous apporter leur concours pour soulager la misère dans les régions victimes de l'invasion. Le plus grand effort émane de la Mission Anglaise de la Société des Amis et du Comité Anglais de secours agricoles aux Alliés.

La Société des Amis est une secte religieuse anglaise fort ancienne. Ses membres sont connus sous le nom de Quakers. Déjà en 1871, ils étaient venus soulager les infortunes dans les régions dévastées de France.

Dès que la guerre de 1914 éclata, une mission de la « Société des Amis » (Society of Friends Relief Expedition) vint se fixer dans les contrées sinistrées de la Marne et de la Meuse.

Ils sont venus nombreux, hommes et femmes de tous âges, appartenant aux classes les plus diverses de la société d'outre-Manche. C'est un spectacle peu banal, écrit M. Guillon, que celui de ces jeunes gens qui occupent parfois dans leur pays d'origine les situations les plus privilégiées, travaillant comme de simples maçons ou procédant à des travaux de nettoyage ou de désinfection. Ils ont amené avec eux des camionnettes automobiles, des maisons démontables, des vêtements, des produits pharmaceutiques, et grâce à leurs cadres régulièrement organisés en temps de paix, ils ont pu, dès le début, procéder d'une façon méthodique à la vaste entreprise de leur œuvre philanthropique.

La délégation de la Mission de la « Société des Amis » en France est présidée par M. Harvey, membre du Parlement britannique.

La Mission a fait construire 300 abris provisoires qui ont pu loger déjà plus de 1.000 personnes.

Elle a établi des ouvertures, des hôpitaux pour malades et convalescents. Des médecins de la Mission ont donné des soins gratuits dans un grand nombre de communes.

Le total des personnes secourues par la « Société des Amis » dans les régions attristées des départements de la Marne, de la Meuse, de l'Aisne et de Meurthe-et-Moselle dépasse 17.000.

Près de 120.000 vêtements ont été distribués par ses soins.

Des paquets de semences potagères (contenant chacun 14 variétés de légumes), au nombre de 1.250 pour la Marne et 500 pour la Meuse ont été remis par elle.

Elle a aussi envoyé des semences fourragères, notamment 40 kilos de betteraves, 200 kilos de sainfoin, 180 kilos de trèfle et de luzerne et 60 kilos de carottes ; 5.000 kilos de pommes de terre furent distribués aux communes des en-

virons de Fère-Champenoise, ainsi que 8.500 kilos d'engrais ; 60.000 kilos de choux à repiquer ont été répartis surtout dans les villages de la Meuse.

82 machines agricoles ont été envoyées dans la Marne et la Meuse et un certain nombre de machines et de moissonneuses ont été réparées.

L'aide apportée par la « Société des Amis » aux agriculteurs français victimes de la guerre et de ses bombardements, est donc considérable.

La seconde œuvre anglaise, la « Comité Anglais de secours agricole aux Alliés » a été créée sur l'initiative de la Société Royale d'Agriculture et placée sous le patronage du roi d'Angleterre ; son action s'est étendue jusqu'à présent à la France et à la Serbie. Ultérieurement, elle s'occupera de la Belgique et des autres alliés. Le duc de Portland en est le président.

A la suite d'un appel adressé à tous les agriculteurs anglais, le Comité a recueilli des sommes élevées ainsi que de nombreux dons en nature.

Déjà en 1871, la Société Royale d'Agriculture d'Angleterre avait distribué une somme importante se chiffant par millions ; elle avait fait parvenir, en outre, aux agriculteurs français sinistrés des semences de toute sorte.

D'après les chiffres publiés par M. Guillon, le « Comité Anglais de Secours agricole aux Alliés », sous le patronage du duc de Connaught, aurait envoyé depuis le début des hostilités, aux agriculteurs sinistrés de la Marne, les animaux, instruments et produits suivants :

6 bœufs, 20 moissonneuses-lieuses, 70 charriots, 40 herbes, 15 semoirs, 800 sacs de blé de semence, 2.036 sacs d'avoine de semence, 892 sacs de pommes de terre de semence, 2.449 têtes de volailles, 61 bœufs, 11 verrat, 5.000 kilos de fécule pour lieuse.

D'autres animaux et produits sont annoncés pour être envoyés incessamment.

La répartition a été faite uniquement jusqu'à ce jour dans les communes sinistrées de la Marne et de la Meuse.

Le ministre de l'Agriculture s'occupe de la meilleure utilisation possible de tous ces envois.

Le Comité Anglais, en envoyant dans les régions sinistrées de la France diverses missions à poursuivre un but des plus louables et d'une haute portée morale.

Le rôle joué par la Mission Anglaise de la « Société des Amis » et par le « Comité Anglais de Secours agricole aux Alliés » sera persévérant, il faut en être convaincu. C'est par la durée surtout qu'il détruira la légende de l'égoïsme anglais. La mise en pratique des sentiments de solidarité est digne des peuples généreux et forts et c'est par elle surtout que nous remporterons la victoire finale.

Maurice BRAIBANT
Député des Ardennes.

LE VOYAGE DU GÉNÉRAL ROQUES

Athènes, 14 novembre. — Le général Roques, ministre de la guerre, est arrivé hier à Athènes. Sur le pont de la gare l'attendait le ministre de France, accompagné du personnel de la légation et l'amiral Darigot du Fournet, entouré de son état-major.

A PROPOS DE « L'AMAZONE »

Les Fauteurs de Divisions

Il fallait s'y attendre. Les gens de droite ont une horreur profonde de la vérité. Que l'on soit en paix ou en guerre, rien ne peut leur être plus odieux que l'exposé public, sans fard et sans voiles, de la vie qui vit en France.

Le théâtre de M. Henry Batteille a toujours scandalisé ces gens-là. Ils ont même tenté de faire le vide autour des scènes où l'on représentait des œuvres de l'auteur d'« Enchantement », de « La Femme nue », de « Man Colibri », du « Phalène » et de quelques autres chefs-d'œuvre.

Aujourd'hui, comme ils ne se font plus d'illusions, ils veulent maintenant la tomber à force de manifestations. Le calcul est simple ; ils se disent :

« En protestant chaque soir dans la salle, nous finirons bien par égarer le public, qui répondra. Il s'en suivra des discussions, des coups peut-être. On devra interrompre la représentation, et le lendemain on exaspérera la nécessité du maintien de l'ordre pour obtenir du gouvernement la suspension de la pièce. »

Nous mettons nos amis en garde contre la manœuvre. Puisque les provocations recommencent, certes, nous y répondrons. Mais aux manifestations indécentes, plus rares d'ailleurs qu'on voudrait le faire croire, qui ponctuent le jeu superbe de Mme Réjane, nous ne répondrons que par des applaudissements. C'est ailleurs que nous saisirons les perturbateurs, c'est en d'autres lieux que nous leur infligerons la correction que méritent leur nouvel attentat contre l'Union Sacrée, s'ils osaient aller jusqu'au bout de leurs menaces.

Si l'« Amazone » ne leur plaît pas, qu'ils restent chez eux. Mais s'ils se montrent, qu'ils sachent se tenir, ou nous saurons, nous, leur apprendre les règles de la bienséance. On ne nous reprochera pas de n'avoir pas patienté. Nous avons toléré l'exhibition obscène de Daudet l'Arsoille à Sarah Bernhardt.

Mais il ne faudrait pas voir de la faiblesse dans notre souci de ne pas troubler l'ordre. Veut-on nous obliger à le démontrer ?

LA GUERRE

Les Succès Anglais

PRISE DE BEAUMONT-HAMEL Plus de 4.000 prisonniers

NOUVEAUX PROGRÈS DE L'ARMÉE SARRAIL

Communiqués Officiels

37^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

14 novembre, 15 heures.

Au sud de la Somme, la lutte d'artillerie a été assez vive pendant la nuit dans la région de Pressoir.

En Champagne, à l'ouest d'Auberive, un fort détachement ennemi, qui tentait d'aborder nos lignes après un violent bombardement, a été aisément repoussé par nos feux.

Nuit calme sur le reste du front.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Nous avons enlevé le village, puissamment organisé, de Beaumont-Hamel et nous nous sommes avancés jusqu'aux abords de Beaumont-sur-Ancre. Le nom-

En Allemagne

La Mobilisation des Civils

Zurich, 14 novembre. — On étudie actuellement en Allemagne la question d'introduire, à côté du service militaire obligatoire, le travail civil obligatoire pour les deux sexes. Le *Reichsminister* Tagelieb écrit à ce sujet :

« L'hiver prochain va être employé de tout côté à renforcer le front militaire et à former de nouvelles armées. Mais cela ne peut se faire au détriment du front économique. Si ce dernier venait à être rompu, le danger d'une issue malheureuse de la guerre serait aussi grand, que si le front militaire était enfoncé. »

Il s'agit d'employer toutes les forces disponibles jusqu'ici. En plus des femmes il y a les fonctionnaires et les officiers de tous grades pensionnés, les rentiers et toutes les personnes sans travail, qui peuvent être utilisés. Un service civil obligatoire semblable au service militaire devrait être imposé à toutes les personnes de 16 à 65 ans. (L'Information.)

CONVOGATION DU REICHSTAG

Amsterdam, 14 novembre. — Suivant des dépêches venues de Berlin, le Reichstag va être convoqué sous peu de jours. La raison de cette réunion imprévue du Parlement allemand serait le dépôt d'un projet de loi aux termes de laquelle toutes les personnes, hommes et femmes, pourraient être forcés, en Allemagne, de travailler dans l'intérêt de la patrie. (L'Information.)

LES PROTESTATIONS

Amsterdam, 13 novembre. — Le *Vorwärts* proteste contre le projet de loi sur le travail obligatoire que le Reichstag, convoqué à cet effet, sera prochainement appelé à voter.

Le journal accuse le gouvernement de faire le jeu des faiseurs qui veulent que l'Allemagne vaille non seulement travailler pour eux, mais encore aux conditions qu'il leur plaît d'établir et qui sont inacceptables.

En revanche, les journaux officiels publient

L'Effort nécessaire et les

Le colonel Repington commença ce matin dans le *Times* une série d'articles sur les effectifs dont dispose l'ennemi, tant pour les nécessités de la tranchée que pour les nécessités de l'usine.

L'Allemagne, dit le colonel Repington, a pu former plus de 200 divisions de campagne et ne peut avoir en ce moment moins de 4 millions d'hommes sous les armes réparties sur les fronts et sur les lignes de communications.

Ces nouvelles divisions, bien que composées de soldats pris dans des divisions déjà existantes ont exigé un appoint de 200 ou 400.000 hommes provenant des réserves ou des contingents de jeunes classes qui ont été réduits en proportion.

Les réserves de l'Allemagne, grâce aux mesures qu'elle a prises, ne doivent pas être estimées à moins de 2 millions d'hommes qui pourront servir à toucher les réserves des unités existantes jusqu'à l'automne de 1917. Le détail, du reste, dépendra du caractère des combats qui vont se livrer et des pertes qui s'ensuivront.

Après avoir déclaré que ces évaluations étaient approximatives, Repington ajoute : « Nous autres Alliés sommes tout à fait capables d'égaliser cet effort et même de le dépasser. Nous avons dans ces lignes quatre à quatre millions d'hommes en âge d'être enrôlés qui sont occupés dans la vie civile sans compter ceux qui ont plus de 41 ans, nous nous trouvons donc dans une position bien plus favorable que l'Allemagne pour continuer la guerre. »

« Nos braves colonies disposent encore d'importantes réserves et sont aussi déterminées que nous-mêmes à remporter la victoire. »

« L'Allemagne possède encore des réserves considérables et pour chaque année de guerre elle pourra former de nouvelles armées. »

« L'Italie augmente et améliore mois par mois la quantité et la qualité de ses troupes, tandis que la France réussit à recruter de plus en plus d'hommes des emplois civils. Elle excelle aussi dans l'art d'accomplir de grandes choses en campagne, avec des pertes relativement peu élevées. »

« Les troupes de notre ancien et fidèle allié le Portugal, ont encore à offrir sur les champs de bataille européens. Les Indes sont capables de choses beaucoup plus grande que celles qu'elles ont déjà accomplies et de l'Afrique

LA GUERRE

Les Succès Anglais

PRISE DE BEAUMONT-HAMEL Plus de 4.000 prisonniers

NOUVEAUX PROGRÈS DE L'ARMÉE SARRAIL

Communiqués Officiels

37^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

14 novembre, 15 heures.

Au sud de la Somme, la lutte d'artillerie a été assez vive pendant la nuit dans la région de Pressoir.

En Champagne, à l'ouest d'Auberive, un fort détachement ennemi, qui tentait d'aborder nos lignes après un violent bombardement, a été aisément repoussé par nos feux.

Nuit calme sur le reste du front.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Nous avons enlevé le village, puissamment organisé, de Beaumont-Hamel et nous nous sommes avancés jusqu'aux abords de Beaumont-sur-Ancre. Le nom-

En Allemagne

La Mobilisation des Civils

Zurich, 14 novembre. — On étudie actuellement en Allemagne la question d'introduire, à côté du service militaire obligatoire, le travail civil obligatoire pour les deux sexes. Le *Reichsminister* Tagelieb écrit à ce sujet :

« L'hiver prochain va être employé de tout côté à renforcer le front militaire et à former de nouvelles armées. Mais cela ne peut se faire au détriment du front économique. Si ce dernier venait à être rompu, le danger d'une issue malheureuse de la guerre serait aussi grand, que si le front militaire était enfoncé. »

Il s'agit d'employer toutes les forces disponibles jusqu'ici. En plus des femmes il y a les fonctionnaires et les officiers de tous grades pensionnés, les rentiers et toutes les personnes sans travail, qui peuvent être utilisés. Un service civil obligatoire semblable au service militaire devrait être imposé à toutes les personnes de 16 à 65 ans. (L'Information.)

CONVOGATION DU REICHSTAG

Amsterdam, 14 novembre. — Suivant des dépêches venues de Berlin, le Reichstag va être convoqué sous peu de jours. La raison de cette réunion imprévue du Parlement allemand serait le dépôt d'un projet de loi aux termes de laquelle toutes les personnes, hommes et femmes, pourraient être forcés, en Allemagne, de travailler dans l'intérêt de la patrie. (L'Information.)

LES PROTESTATIONS

Amsterdam, 13 novembre. — Le *Vorwärts* proteste contre le projet de loi sur le travail obligatoire que le Reichstag, convoqué à cet effet, sera prochainement appelé à voter.

Le journal accuse le gouvernement de faire le jeu des faiseurs qui veulent que l'Allemagne vaille non seulement travailler pour eux, mais encore aux conditions qu'il leur plaît d'établir et qui sont inacceptables.

En revanche, les journaux officiels publient

L'Effort nécessaire et les

Le colonel Repington commença ce matin dans le *Times* une série d'articles sur les effectifs dont dispose l'ennemi, tant pour les nécessités de la tranchée que pour les nécessités de l'usine.

L'Allemagne, dit le colonel Repington, a pu former plus de 200 divisions de campagne et ne peut avoir en ce moment moins de 4 millions d'hommes sous les armes réparties sur les fronts et sur les lignes de communications.

Ces nouvelles divisions, bien que composées de soldats pris dans des divisions déjà existantes ont exigé un appoint de 200 ou 400.000 hommes provenant des réserves ou des contingents de jeunes classes qui ont été réduits en proportion.

Les réserves de l'Allemagne, grâce aux mesures qu'elle a prises, ne doivent pas être estimées à moins de 2 millions d'hommes qui pourront servir à toucher les réserves des unités existantes jusqu'à l'automne de 1917. Le détail, du reste, dépendra du caractère des combats qui vont se livrer et des pertes qui s'ensuivront.

Après avoir déclaré que ces évaluations étaient approximatives, Repington ajoute : « Nous autres Alliés sommes tout à fait capables d'égaliser cet effort et même de le dépasser. Nous avons dans ces lignes quatre à quatre millions d'hommes en âge d'être enrôlés qui sont occupés dans la vie civile sans compter ceux qui ont plus de 41 ans, nous nous trouvons donc dans une position bien plus favorable que l'Allemagne pour continuer la guerre. »

« Nos braves colonies disposent encore d'importantes réserves et sont aussi déterminées que nous-mêmes à remporter la victoire. »

« L'Allemagne possède encore des réserves considérables et pour chaque année de guerre elle pourra former de nouvelles armées. »

« L'Italie augmente et améliore mois par mois la quantité et la qualité de ses troupes, tandis que la France réussit à recruter de plus en plus d'hommes des emplois civils. Elle excelle aussi dans l'art d'accomplir de grandes choses en campagne, avec des pertes relativement peu élevées. »

« Les troupes de notre ancien et fidèle allié le Portugal, ont encore à offrir sur les champs de bataille européens. Les Indes sont capables de choses beaucoup plus grande que celles qu'elles ont déjà accomplies et de l'Afrique

près qu'il ne nous serait pas possible d'en retirer davantage sans compromettre gravement l'avenir du pays.

On fera donc l'effort total, en cherchant des hommes où il y en a. Mais l'effort total pour quoi ? On ne veut pas que nous les discussions.

Si son comrade à admettre que les fronts, lorsqu'ils sont servis par une armée nombreuse, abondamment pourvue de matériel, sont à peu près intangibles, et que la guerre d'usure n'a pas donné les résultats qu'on en pouvait espérer, il faut admettre qu'il n'y a plus, comme terrain de manœuvre que les fronts orientaux, et que c'est là par conséquent qu'il faudrait chercher s'il est possible d'obtenir la décision.

Mais en ce qui concerne les problèmes orientaux surtout, le résultat à chercher dépend des buts que l'on se propose. Il est des territoires qu'il convient d'occuper pour des raisons de gages, d'autres pour des raisons tactiques. Il faut le savoir.

Il est permis de croire qu'il y a dans le conseil des Alliés des hommes qui haussent leur pensée jusqu'à une politique d'ensemble, et qui comprennent toute la gravité du problème.

GENERAL N...

P. S. — L'article de tête de l'Echo de Paris, signé de M. Jean Harbette, intitulé : La réponse nécessaire au Chancelier, et demandé aux chefs d'états alliés de ne pas laisser sans réponse la discussion de M. de Bethmann-Hollweg.

Parfait, et nous sommes d'accord. Mais cet article voisine avec un autre qui s'appelle : Les buts de guerre, et dans lequel on prétend que « la question dite des buts de guerre est une colle inventée par certains polémistes afin d'embarrasser, ou le gouvernement, ou leurs adversaires politiques. »

Nous ne relevons pas ce que cette affirmation d'un journal, mais nous tenons à dire qu'il n'y a, selon nous, qu'une seule façon de répondre à l'article de M. Harbette, c'est d'expliquer nos buts de guerre. — General N...

POUR ECONOMISER LE CHARBON

REVENONS à l'Heure Honorat

Et que les magasins et bureaux ouvrent une heure plus tard

Par tous les moyens possibles, M. le ministre de l'Intérieur, qui fut, autrefois, mieux inspiré, s'ingénia à faire économiser le charbon précieux en causant la plus de désagréments possibles au public.

Nous nous sommes moqués des mesures allemandes du début de la guerre. Elles étaient la preuve, disaient alors nos grands journaux, de la précarité de fortune de nos ennemis.

Aujourd'hui, nous devons les imiter, et, après avoir joué pendant quelque temps d'une vie à peu près normale, nous allons, bien que les Allemands ne menacent plus la capitale, connaître à notre tour les exigences de l'état de siège.

Il va falloir recommencer les achats précipités dans les magasins, se priver de son journal le soir, manger sur le pouce dans les restaurants, à condition que nous puissions y être, encore, avant neuf heures et demie (malheur à vous, si vous rentrez de voyage et que votre train arrive à 9 h. 35) et priver d'une soirée de recette des directeurs de spectacles dont, la plupart — et les plus intéressants, osons-le dire — arrivent difficilement à boucler leur budget !

Tout cela, parce que nous pourrions manquer de charbon !

L'excuse semble assez plausible. Mais si, vraiment, on n'en veut pas, purement et simplement, au public, peut-être y aurait-il d'autres moyens susceptibles d'un résultat semblable et qui offriraient une gêne moins grande ?

Par exemple, pourquoi a-t-on abandonné l'heure d'été ?

Parce qu'elle n'avait plus d'effet en hiver, à cause des jours écourtés. Quel raisonnement vain ! Vous allez faire fermer les magasins une heure plus tôt, pour que les employés, en conséquence, aient une heure de plus de lumière — car la grande majorité ne se couchent pas plus tôt, croyez-le.

Avec l'heure Honorat — on d'été, comme il vous plaira — l'employé rentrant chez lui à la même heure, se couchait à la même heure et, comme son patron avait, auparavant, économisé une heure à la même heure, il avait économisé une heure d'éclairage.

C'était l'économie généralisée. Au lieu d'éteindre une heure plus tôt, on allumerait une heure plus tard. Je crois que le résultat doit être le même.

Vous me direz : « L'heure Honorat n'a pas produit des résultats si merveilleux pour que vous veniez encore nous la proposer à nouveau. »

Les résultats ? Mais ils ont été ce qu'ils pouvaient être en une saison où l'on n'allume presque pas — et, aussi, en tenant compte de la mauvaise volonté de nombre de gens hostiles à toute réforme, quelle qu'elle soit.

On l'heure Honorat peut précisément montrer qu'elle a du bon, c'est, au contraire, en hiver, alors que la nuit qui tombe vite oblige, dès le milieu de l'après-midi, à user des lumières.

Vous ne dites rien de ce qui est évident, cependant, ce qu'il est essentiel de comprendre.

Supprimons tous les décrets récents et rapprochons au plus tôt l'heure Honorat ! — Et le matin ?

L'attendez l'objection. Le matin, hélas ! il faut encore nuit assez tard — et il faudra donc allumer.

Eh bien ! c'est là que je voudrais que se fassent sentir les effets des décrets ministériels.

Que tous les magasins et bureaux qui, par suite de leur heure d'ouverture, seraient obligés d'allumer, ouvrent une heure plus tard.

Cela ne gênera ni la clientèle, ni le patron. Quant aux employés, ils ne manqueront pas d'élever aux nues le ministre qui leur aura permis de rester une heure de plus au lit — où ils n'ont pas besoin de lumière !

Georges BAZILE.

Une seule Direction, Une seule Capitale...

Gros débat hier à la Chambre. Il s'agissait de l'organisation de nos services de transports. Le Parlement, se faisant l'écho du public, qui n'accepte pas facilement les dernières mesures prises un peu brusquement, demandait des explications aux ministres responsables sur les défaillances certaines de différents services.

Autres ont dit déjà ce que fut le débat mouvementé, clôturé par un ordre du jour impérieux, un ordre du jour qui

Il n'est pas utile d'y revenir maintenant. Au surplus, la présence de M. Clavelle à la tête d'un service quel qu'il apparait autrefois et qui n'aurait jamais dû quitter, suffira pour apaiser de trop légitimes inquiétudes.

Mais il convient tout de même de noter, en dehors de la question même, la portée de ce débat passionnant. MM. Charles Benoist et Jean Bon l'ont dit excellemment : « Il est temps de rentrer dans la vérité constitutionnelle. »

La vérité constitutionnelle, vous le savez, c'est qu'il y a un Parlement qui légifère et qui contrôle, des ministres qui exécutent et qui commandent aux fonctionnaires civils et militaires, si haut que ceux-ci soient placés dans la hiérarchie.

— Qu'est-il donc arrivé à la fin d'août 1914 ? a demandé M. Jean Bon. C'est que le ministère des travaux publics dépendait, était à la merci des volontés du 4^e bureau, lequel aurait dû relever directement du ministère de la guerre, mais ne relevait, en réalité, que du C.O.G. auquel il était directement rattaché.

Un jour, un député factieux demanda — et on me permettra de le rappeler ici puisque ce fut à l'Official : — Quelle est la capitale de la France ?

La Chambre a tenu à rappeler au gouvernement, qu'il n'y a en France qu'une capitale, et que cette capitale, malgré la guerre, c'est Paris.

Souhaitons qu'on l'ait compris.

Jean GOLDSKY.

SOLIDARITE PRATIQUE

Qu

